

## Lettre de Maurice Couve de Murville à Christian Pineau sur la politique des États-Unis à l'égard du colonialisme (25 mai 1956)

**Légende:** Le 25 mai 1956, Maurice Couve de Murville, ambassadeur de France à Washington, informe Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, d'un discours prononcé par le sénateur américain du Massachusetts John F. Kennedy, dans lequel ce dernier s'exprime sur le colonialisme et la politique étrangère américaine. Selon Kennedy, son pays doit prendre position contre la politique coloniale des puissances occidentales, notamment pour éviter que les colonies, qui sont en train de se libérer, ne se tournent vers l'Est.

**Copyright:** (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

**Avertissement:** Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/lettre\\_de\\_maurice\\_couve\\_de\\_murville\\_a\\_christian\\_pineau\\_sur\\_la\\_politique\\_des\\_etats\\_unis\\_a\\_l\\_egard\\_du\\_colonialisme\\_25\\_mai\\_1956-fr-d7f645e9-29ba-4b74-bf4f-d8ba55cb3655.html](http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_maurice_couve_de_murville_a_christian_pineau_sur_la_politique_des_etats_unis_a_l_egard_du_colonialisme_25_mai_1956-fr-d7f645e9-29ba-4b74-bf4f-d8ba55cb3655.html)



**Date de dernière mise à jour:** 01/03/2017

1541

25 mai 1956.

NO \_\_\_\_\_/AM

L'AMBASSADEUR DE FRANCE AUX ETATS-UNIS

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR CHRISTIAN PINEAU, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

(Direction d'Amérique)

a/s Le colonialisme et la politique  
étrangère américaine.- Discours  
du Sénateur J. Kennedy.

L'Amérique doit-elle clairement désavouer ses alliés de toujours dans les querelles qui les opposent à leurs populations d'outre-mer, pour conserver ou gagner la confiance des masses africaines et asiatiques? Ce cas de conscience est aujourd'hui constamment évoqué dans les débats de politique étrangère. Les métamorphoses de la guerre froide ont fait baisser le cours de l'anti-communisme de principe, jugé finalement trop sommaire, et réveillé la vieille valeur de l'anti-colonialisme. Les esprits libéraux et les gens de l'opposition, éloignés des responsabilités du pouvoir, jouent de cette valeur avec empressement. M. John F. KENNEDY, Sénateur démocrate du Massachusetts et fils de l'ancien Ambassadeur des Etats-Unis à Londres, est du nombre.

Dans un discours prononcé à Los Angeles, il y a quelques semaines, il en a appelé, comme bien d'autres, à la tradition américaine et aux valeurs morales, pour presser son pays de prendre position.

Communiqué à:

Direction d'Afrique-Levant

Service d'Information et de Presse

.../

"Il est difficile, a-t-il déclaré, de croire que les Etats-Unis puissent jamais se trouver dans une situation telle que les peuples luttant pour leur indépendance les regarderaient, non pas avec amitié et gratitude, mais avec suspicion et hostilité". Selon le Sénateur du Massachusetts, le combat mené par les Etats-Unis contre le communisme souffre du handicap que lui imposent les alliances avec "la Grande-Bretagne, la France et d'autres nations qui tiennent encore sous leur joug de larges portions du globe." La "neutralité" que tente d'observer M. F. DULLES dans le débat procède, à son sens, d'une appréciation erronée de la situation, car, en fait, "le prestige des Etats-Unis, leur sécurité, leur vie et leur manière de vivre sont directement en cause."

"Que cela plaise ou non à nos alliés, a ajouté M. J. Kennedy, les vieilles colonies des puissances occidentales sont en train de se libérer. La question fondamentale est de savoir si ces pays s'identifieront avec l'Ouest, qui a si longtemps fait obstacle à leur émancipation, ou s'ils se tourneront vers l'Est." Il est donc nécessaire que le gouvernement américain "fasse connaître à ses alliés et au monde qu'après un délai raisonnable pendant lequel pourrait s'exercer l'auto-détermination, ce pays prendra catégoriquement position en faveur de la liberté de tous les peuples." Le Sénateur Kennedy a reconnu que la voie dans laquelle il voudrait que son pays s'engageât était semée d'obstacles. "Cette politique serait accueillie avec enthousiasme par tout un clan d'extrémistes, de terroristes et de saboteurs pour lesquels les Etats-Unis

.../

n'éprouvent aucune sympathie, tandis qu'elle affligerait nos plus vieux et nos plus fidèles alliés." Elle aurait à triompher, d'autre part, de problèmes très complexes, car il faudrait tenir compte d'un certain nombre de facteurs: "l'avenir des importantes minorités européennes établies en Afrique du Nord et légitimement inquiètes; le manque de préparation aux affaires de populations impatientes de se gouverner elles-mêmes; le soutien économique que les Etats-Unis devraient sans doute apporter à ces nations pendant de nombreuses années à la place des anciennes puissances coloniales; la sécurité des bases militaires édifiées dans ces régions."

Le Sénateur du Massachusetts n'a pas indiqué de quelle façon il entendait voir surmonter ces difficultés, de même qu'il n'avait pas précisé antérieurement quelle serait la durée du "sursis raisonnable" qu'il conviendrait d'accorder aux Etats possessionnés.

La controverse en demeure donc toujours au même point. Deux conceptions continuent de s'exprimer. D'un côté, l'on invoque la vertu de l'anti-colonialisme, formule sacrée du catéchisme américain, pour exorciser la menace que porte en elle l'humanité des continents sous-développés. Telle est, dans son ensemble, la position adoptée par W. Reuther, Chester Bowles, Marguerite Higgins et le jeune Sénateur du Massachusetts, personnalités dont aucune n'a de part aux responsabilités gouvernementales.

.../

De l'autre, sans renier la tradition, on est plus sensible aux réalités politiques d'un monde qui n'est pas celui du 18ème siècle. Cette tendance trouve son expression non seulement dans les milieux du gouvernement, à qui se posent quotidiennement les problèmes que M. J. Kennedy a pu se contenter d'énumérer, mais aussi chez certains commentateurs. Ceux-ci ont été assez prompts, par exemple, à remarquer que sous le couvert de l'anti-colonialisme, le Président Sukarno, actuellement en visite aux Etats-Unis, avait émis sur la Nouvelle-Guinée de très impérialistes revendications./.